

Étude Open Data – Le cas d'Helsinki

Par Roullier Maylis

Mise en place du service

Le service Open Data d'Helsinki est un service relativement ancien, il a été impulsé via la coopération entre différentes villes de la zone géographique d'Helsinki, soit Espoo, Helsinki, Vantaa et Kauniainen. Des subventions de coopérations municipales ont été allouées à ce projet par le ministère des finances finlandais. Le fond finlandais d'innovation Sitra a aussi apporté en 2010 une partie des financements nécessaires à la mise en place du projet.

La mise en place du service a été confiée de 2010 à 2013 à l'organisme « Forum Vivium (du lat. force, énergie) Helsinki », ainsi que la coordination et la réalisation de projets connexes.

Le premier site web a été mis en ligne en Mars 2011. Suite à cela, l'avancée du projet a reposé sur les tests et les réactions des utilisateurs. Dès 2012, le site web recelait d'une quantité d'information étendue tant sur la ville d'Helsinki que sur les municipalités environnantes. En 2013, le service HRI (pour « Helsinki Regional Infoshare », soit « partage des informations de la région d'Helsinki ») a été intégré dans la liste des services normaux de la municipalité.

L'ancienneté du service traduit de la volonté de transparence des administrations particulièrement prégnante dans les pays scandinaves. La démarche s'inscrit dans une dynamique d'accessibilité des informations et d'utilisation économique des données recueillies ; la mise en place de l'open data vise à diffuser au maximum des informations jusqu'alors réservées aux seules administrations.

Le coût estimé du projet s'élève à environ 1 million d'euros pour les 3 premières années. Ces coûts englobent les phases de préparation, recherche, tests et ajustements, ainsi que le prix de réalisation des catalogues, l'embauche de personnels, la communication pour attirer fournisseurs et utilisateurs de données, et pour finir, la création de l'ensemble du régime juridique de la licence ouverte qui n'existait pas jusqu'alors en Finlande.

Organisation du service aujourd'hui

Depuis 2014, le service « Helsinki Region Infoshare » est financé exclusivement par les villes d'Helsinki, Espoo, Vantaa and Kauniainen.

Le service est géré, managé et surveillé par un comité de direction et un comité de surveillance. Le comité de direction est composé des maires des différentes villes parties. Le comité de surveillance est composé de 15 membres : financiers, exécutifs, de l'exécutif de la ville d'Helsinki et du Forum Vivium d'Helsinki.

Le service est renforcé par des experts de la Data et des informaticiens experts ainsi que par un avocat qui gère les aspects légaux du service.

Le site HRI est développé et maintenu par l'équipe de développement de l'open software de Helsinki : le « Hel<3Dev »

Aujourd'hui, le service coûte environ 60 000 euros pour le maintien des bases de données et 300 000 euros de coûts de personnels Mais l'administration estime que l'ouverture des données a amené une économie de 1 à 2% du budget global de la ville.

Mode de fonctionnement

Le site HRI met à disposition des informations de divers domaines. Toutes les informations sont accessibles à tous, en tout temps et sans limite de quantité. Tout utilisateur du service de discussion du service est tenu de fournir une adresse email et ainsi que son identité.

Le site donne accès à des jeux de données répertoriées, organisées en 20 catégories différentes. On y trouve par exemple, les données en termes de planification urbaine, construction, culture, éducation, santé, etc... Le site est très clair et très facile d'utilisation. Les données sont toutes disponibles en finlandais et une grande partie l'est en anglais. Il est possible de soumettre de nouvelles données, mais aussi d'en demander, s'il existe des vides dans certains domaines.

Par ailleurs, l'auteur de chaque jeu de données est indiqué. Le site recense une centaine de fournisseurs de données identifiés.

L'origine des données est fournie sur le site et tout utilisateur des données est tenu d'en indiquer l'origine, quelle que soit l'utilisation qui en est faite (économique, ou non).

Néanmoins, la véracité des données n'est pas contrôlée ou garantie et n'engage pas leur fournisseur. Le service incite néanmoins ses utilisateurs à pointer les erreurs qu'ils trouveraient.

Utilisation du service

Le service HRI travaille en étroite collaboration avec un collectif de développeurs « helsinki loves developers » dit « Hel<3Dev » qui assure le lien entre les fournisseurs et les utilisateurs des données. Ce collectif a pour mission de permettre aux utilisateurs intéressés d'exploiter leurs idées et d'apprendre à coder. Il est composé de 5 membres. Il a pour objet, outre le maintien des sites liés à l'open data, de former les personnes qui le souhaitent en dispensant des formations gratuites, à une fréquence régulière, à ceux qui voudraient créer une app.

Le site HRI ne se borne pas de dispenser les informations ; on y retrouve les usages qu'elles ont inspirés. La version finlandaise du site contient une galerie d'application qui répertorie l'ensemble des applications produites en utilisant des données open data. On y trouve quasiment 200 applications.

Devenir du service

Le projet open data d'Helsinki est aujourd'hui un service fonctionnel et il cherche à s'étendre. Un projet « six cities strategy » (une collaboration entre six villes finlandaises), mis en place en 2014, tend à aller plus loin sur la réflexion sur les smart cities. Il se concentre plus particulièrement sur trois points : les plateformes d'open innovation, l'open data et les APIs et enfin, l'open participation et la clientèle. Ce programme, de 2014 à 2020, vise à parfaire la réflexion sur l'open data et ses répercussions sur la société. Depuis 2014, 30 projets pilotes ont été lancés et le budget s'élève à 100 millions d'euros.

Conclusion

Le service open data d'Helsinki est précurseur dans le domaine. La mise en place de ce service a été coûteuse mais il reflète d'une vision à long terme et révèle une vraie prise de conscience de l'administration sur les débouchés de l'open data tant sur le plan économique que social.

Il tend à développer 4 points : la production, l'ouverture, le partage et l'utilisation des données.

L'accessibilité de l'information est un gage de transparence, de démocratie, car elle renforce la confiance des administrés en ses institutions. Elle permet aussi une meilleure coordination des agences gouvernementales qui ont accès aux mêmes informations, grâce au même biais et de même qualité.

De plus, l'expérience finlandaise génère un dynamisme économique en poussant les personnes qui ont des idées à innover.

Étude Open Data - Le cas de Thessalonique

Par Hugo Delahayev

Mise en place du service

Le service Données Ouvertes de Thessalonique a été mis en place en 2015. Cette ville a une population d'un peu plus de 354 290 habitants ce qui en fait une des villes les plus importantes en Grèce.

Ce service a été mis en place en 2015 grâce à un cadre institutionnel qui allait dans le sens d'une augmentation de la transparence des données publiques, notamment par l'application d'une directive européenne.

L'idée de la création de ce service Open Data est que la réutilisation de ces informations libre d'accès puisse permettre les conditions propices à la croissance économique. À cette fin, la réutilisation de l'information par les citoyens permet le développement de nouveaux services à valeur ajoutée, contribue à la diffusion de la recherche scientifique et favorise la production de nouvelles connaissances et innovations.

Le service Open Data a été mis en place par le Service de l'Administration en ligne avec un objectif de transparence et d'efficacité que nous avons déjà évoqué auparavant, ce libre-accès permet une meilleure communication entre les citoyens, les entreprises et l'administration. Cela a pour but de nouer de potentielles coopérations pour améliorer les services existants et les rendre encore meilleurs.

Caractéristiques des jeux de données

Les jeux de données sont catégorisés selon les services auxquels ils appartiennent : santé, économie, données géodésiques, sécurité publique, étude, transport, éducation, culture, administration publique, environnement, design urbain.

Ce service comptabilise 1252 résultats dont 1139 ressources, 111 jeux de données et 2 données. Apparemment, les ressources (documents officiels) permettent de créer les jeux de données, et les 2 données sont des articles sur des thèmes précis (installation de panneaux photovoltaïques sur les écoles, genèse du E-Gouvernement).

Il y a la possibilité d'affiner la recherche selon date de parution des jeux de données, le secteur, le format des jeux de données, un peu comme cela se fait sur le site open-data de Lille Métropole. Les jeux de données sont accessibles sous de nombreux formats (25 formats de fichier différents) à cette adresse https://opendata.thessaloniki.gr/el/search/field_topics.

Les données sont générées par le logiciel DKAN conçu par la société NuKivic.



E-Gouvernement et Thessalonique Numérique

Tout un pan de son site internet est appelé « Thessalonique Numérique ». Une partie de cet onglet est dédiée à l'Open-Data en renvoyant sur le site Open-Data de Thessalonique ou en permettant de suivre l'exécution du budget de la ville de Thessalonique. Les autres onglets de « Thessalonique numérique » renvoie plus à l'idée de E-Gouvernement pour faire des demandes en ligne, etc., ou pour participer à un processus de production participative (crowdsourcing, hackathons, projets numériques sur différentes problématiques comme les transports ou l'écologie urbaine).

La ville de Thessalonique met en avant l'idée de E-Gouvernement qui pourrait délivrer des E-Services, ces E-Services pourrait ainsi « optimiser les services existants et de développer de façon continue, ayant comme but ultime, la fourniture plus facile, plus rapide et plus efficace des services à valeur ajoutée par la municipalité de Thessalonique.

Elle met aussi en avant l'idée que la publication de ces données permette tout à chacun d'évaluer les politiques publiques et d'en « évaluer les services ». L'idée est de permettre une gouvernance participative, qui se voit faciliter par les technologies du numérique, entre les différentes parties prenantes qui ont enfin la possibilité d'évaluer en ligne les services de la collectivité.

Ce service open-data se rapproche du concept d'E-Citoyenneté qui existe en Estonie, la citoyenneté numérique revient à attribuer une « carte d'identité numérique » à tout citoyen estonien. Cela permet aux citoyens de se connecter, via un identifiant et un mot de passe, à une multitude de services en ligne.

Cette idée est à creuser par la métropole de Lille, ainsi nombre de services pourraient se dématérialiser afin de désengorger de nombreux services. Cela pourrait permettre à l'administration de communiquer directement à ses administrés via une plateforme en ligne, un peu comme un système d'infolettre. Cela pourrait fonctionner avec une plateforme qui permettrait aux citoyens de téléverser/télécharger leurs documents, de communiquer via une messagerie interne avec l'administration, d'avoir un site unique (guichet unique) pour accéder aux services publics et informations de la métropole, un site unique permettrait de consulter la population sur différents sujets liés aux politiques publiques locales.

Difficultés rencontrées

A part, cette approche tendant vers ces idées de cyber-citoyenneté, et de E-Gouvernement participatif qui sont mises en avant sur le site Open-Data de Thessalonique, le site open-data de Thessalonique n'est pas forcément plus mieux que celui de Lille Métropole. Il n'apporte pas non plus de réponses tant sur la

personne-clé à contacter pour des entretiens téléphoniques à réaliser et sur les modalités pour créer un compte afin d'accéder à la plateforme open-data.

Étude Open Data – Le cas Montpellier

Par Céline Douel

Montpellier Méditerranée Métropole en bref :

Il s'agit d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), regroupant 31 communes, soit 1/3 de la MEL. Comprenant près de 458 000 habitants, soit la moitié de la MEL. Il s'agit d'une région dynamique, avec la première croissance démographique nationale et 50% de moins de 34 ans. La capitale régionale est la ville de Montpellier avec 280 000 habitants (50 000 de plus qu'à Lille). Le budget (hors dette) pour 2017 s'établissait à 417,7 millions d'euros, soit environ 1/4 de celui de la MEL. Au sein de ce territoire, sont mis en commun certains équipements, dans différents domaines : culture, économie, transports, etc.

Le service Open Data est mis en place en 2011 pour la ville de Montpellier et en 2012 pour le reste de l'agglomération. Au 1^{er} janvier 2015, tout est mutualisé en un seul et unique portail.

Un poste de chef de projet Open Data a été créé au niveau de la Métropole. Il est occupé, depuis sa création par Valentin Jérémie qui a accepté de répondre à mes questions lors d'un entretien téléphonique de 33 minutes le vendredi 2 février 2018.

Genèse : une initiative en interne

Une commande politique interne à la ville de Montpellier, émanant du système d'information géographique (SIG), est à l'origine de la mise en place du service open data.

Tout le design du service est pensé interne, même au moment de la refonte. Pas d'appels à contributions extérieures type hackathons ou big challenge. En 2011, il y a encore peu d'exemples nationaux (Montpellier est la 3^e ville à s'être mise à l'open data), on va donc chercher l'inspiration à l'étranger.

Valentin Jérémie lui-même est rattaché au service informatique, sans avoir une formation d'informaticien. Le service a été pensé par des non informaticiens, qui ont ensuite fait appel à leurs collègues informaticiens pour la mise en place du site, ainsi qu'à un prestataire technique.

Un service interne centralisé

Aujourd'hui, on ne peut pas parler d'un « service » qui serait entièrement dédié à l'Open data. Mais il y a le poste permanent de chef de projet Open data, occupé par Valentin Jérémie. Il est en contact avec des collègues d'autres services selon les besoins du moment.

Le budget annuel dédié au service comprend le salaire du chef de projet (50 000€), le contrat de l'amélioration du site, la collecte de nouvelles données, etc.

Le site open data ne fonctionne pas selon un principe collaboratif. Seul le chef de projet open data peut mettre en ligne des jeux de données. Tout passe par lui.

Au moment de la mise en place du service, chaque commune pouvait contribuer librement en ajoutant ses propres données mais elles le faisaient de manière irrégulière. Face au besoin d'harmonisation la gestion a été entièrement recentrée au niveau de la métropole.

Outre les données directement produites par les services administratifs, le chef de projet open data s'adresse à des entreprises privées. Dans 90% des cas, les directeurs acceptent de partager leurs données, qui sont déjà souvent à caractère public. Il existe deux types de données :

- celles qui sont mises à jour en permanence. Dans ce cas-là, mise en place d'un script qui permet un transfert continu entre les services des entreprises et le service open data
- celles qui sont mises à jour une fois par an. Elles sont collectées annuellement auprès des partenaires et stockées sur le site open data.

Un accès aux données totalement libre

L'accès au site est totalement libre, de même que le téléchargement des données.

C'est le principe directeur que s'est fixé le service : « Il n'y a pas de discrimination à l'entrée ! Les conditions d'accès sont les mêmes pour tous ».

La possibilité est, en revanche, laissée aux partenaires privés de restreindre l'accès de certaines données qu'ils partagent. Mais cette fonction n'est pas utilisée à ce jour.

Il n'y a pour l'instant aucune restriction du nombre de connexions journalières autorisées. Cette réflexion adviendra s'il y a un problème technique. Mais Valentin Jérémie doute qu'un tel cas de figure puisse se produire. « Il y a peu de chances qu'un service open data se trouve surchargé, même pour celui de Paris, cela n'arrive pas ». Pour l'instant, la possibilité de faire payer les « gros consommateurs » n'est pas envisagée.

Peu de suivi sur la consultation des données

« C'est le problème de l'open data : on ne demande rien à personne, du coup, c'est difficile en termes de suivi ». Du fait de l'absence de restrictions ou de contrôle, il n'est pas possible d'avoir des statistiques sur les utilisateurs des données.

La seule statistique disponible est le nombre de téléchargements. Sur ce point, Valentin Jérémie remarque une stabilité dans le temps. Il y a simplement plus de téléchargements bruts car il y a de plus en plus de données. Les données les plus téléchargées relèvent de la réglementation dans l'urbanisme : PLU, subventions, cadastre, permis de construire, tarifs appliqués, etc. Arrivent aussi en tête des téléchargements la disponibilité des places de parking, la disponibilité des vélos en libre service ou l'emplacement de défibrillateurs. Certaines données sont plus téléchargées à certains moments, en fonction de l'actualité.

Les retours de la part des utilisateurs (start-up, association, université) se font de manière spontanée. Les utilisateurs ont accès à un formulaire de contact, un mail est envoyé à Valentin Jérémie. Possibilité également de passer par Twitter. Le plus souvent, il s'agit de demandes d'informations complémentaires. Dans ces cas-là, Valentin Jérémie s'adresse au service compétent et répond en apportant des précisions quand c'est possible. Certains utilisateurs envoient aussi des messages pour suggérer l'ouverture d'un nouveau jeu de données, mais c'est très rare (pas plus d'un ou deux par mois).

Il n'y a jamais eu de plaintes à propos du service en lui-même.

Des mécanismes de contrôle basiques

Pour chaque jeu de données, Valentin Jérémie effectue un contrôle « personnel » et un contrôle « qualité ». Il s'agit de s'assurer, dans un premier temps, de l'anonymat des données. Et, dans un second temps, de leur fiabilité. Il s'agit surtout de s'assurer que le codage est fait correctement et que la donnée est bien répertoriée dans le champ approprié, pour être lisible et facile d'accès. « On sait qu'aucune base de données n'est 100% propre et juste, c'est pas possible. On vérifie qu'il n'y a pas de grosse erreur ».

Pour ce qui est de l'usage, il n'y a aucun contrôle. « La licence nous protège des utilisations frauduleuses ». Un onglet « applications » sur le site recense quelques exemples d'applications créées à partir des jeux de données, à titre d'illustrations.

Perspectives

Les améliorations prévues sont l'ouverture d'un nombre croissant de données. Certaines ne sont pas encore accessibles, pour des raisons politiques ou techniques, « il faut travailler là-dessus ».

Le service open data s'inscrit aussi de plus en plus dans une perspective de collaboration avec le service Smart Cities.

Spécificité

Une des spécificités du service open data de la métropole de Montpellier est sa richesse. Il y a 900 jeux de données en tout, ce qui est beaucoup par rapport à d'autres métropoles. Cela est en réalité dû à la spécificité dans la relation avec les communes : dans chaque commune, le même type de données est généré de façon automatique. Il s'agit surtout de données concernant le patrimoine géographique. Ensuite, la collaboration et l'harmonisation est faite au niveau de la métropole.

Etude Open Data – Le cas de Belgrade

Par ELISE WATIER

VERS UNE PROGRESSIVE OUVERTURE DES DONNEES PUBLIQUES

Le gouvernement de Serbie et la ville de Belgrade cherchent à diffuser au maximum les données dont elles disposent. Néanmoins, le « service public » d'open data de Belgrade n'en est aujourd'hui qu'à ses prémices. Il s'agit plutôt d'une stratégie de développement de l'open data à l'échelle de l'Etat serbe et moins par la ville même de Belgrade. Le Centre de Politique européenne considère la Serbie comme un « débutant » en matière d'open data (source : European Policy Center, 2016, http://www.europeanpolicy.org/images/open_data/demanding_open_data_in_serbia.pdf [dernier accès le 25/01/18]).

OPEN DATA ET ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION

Depuis 2017, il existe un Portail national d'open data de l'Etat serbe répertoriant un ensemble de données fournies par les ministères serbes, municipalités, entreprises de service public, institutions publiques et agences médicales. Lien URL du portail : <https://data.gov.rs/sr/>.

Ce portail est géré depuis Belgrade, par une administration publique : le Bureau technique et d'information électronique. Ce dernier gère et veille au bon fonctionnement du Portail. Les institutions souhaitant communiquer de leurs données prennent contact auprès du Bureau technique. Le Bureau se charge ensuite de les publier sur le Portail.

Depuis 2016, un groupe de travail de 50 personnes (membres de la société civile, administrations publiques...) cherche à développer la création de données pour ce Portail national, encourager les institutions et entreprises à diffuser leurs données.

DES USAGES LIMITES

Les données diffusées en ligne sur le Portail peuvent être utilisées par tous, elles peuvent être transformées et réutilisées en applications ou documents web. Les données sont souvent présentées sous format XML de type classeur Excel. Les utilisateurs peuvent commenter les données publiées (sous forme de discussions en ligne), s'abonner aux publications de certaines institutions, présenter l'usage qu'ils en font (ex : création d'une application).

Depuis l'ouverture du Portail national, plusieurs entreprises ont réutilisé les données, notamment les données de géolocalisations, quelques applications sur téléphone ont été créées (ex : sur le contenu de médicaments en Serbie). Un sondage est proposé par le Bureau technique à destination des entreprises afin que le Bureau ait connaissance des besoins de données dont ces dernières nécessitent (disponible à l'URL : <https://data.gov.rs/sr/anketa/>).

Néanmoins, pour 136 données, seuls 3 exemples d'utilisation ont été publiés sur le portail (source : portail national data gov).

SOUTIENS FINANCIERS EXTERIEURS

La Serbie a bénéficié de financements de la part de la Banque mondiale, du Royaume Uni et de la Suède à hauteur d'un million de dollars pour la création du portail national (source : Serbian Monitor, <http://serbianmonitor.com/en/economy/38457/national-open-data-portal-launched-belgrade/> [dernier accès le 04/02/18]).

La Serbie participe également à deux programmes internationaux du Programme national des Nations-Unies (PNUD) : « Open Data – Open Opportunities » et « Climate Smart Urban Development Challenge – Open Data Challenge ». Les gouvernements locaux et acteurs de la société civile élaborent des projets promouvant le développement de l'open data et peuvent bénéficier de financements.

DIFFICULTES RENCONTREES

Il n'existe pas en tant que tel de service public d'open data à Belgrade et les services proposés par l'Etat restent limités. Le site Portail national est loin de contenir l'ensemble des données que contiennent les administrations serbes. Certaines institutions publiques se montrent encore réfractaires à transmettre leurs données internes. Par ailleurs, les données proposées sont parfois difficiles à lire pour les petites entreprises serbes et très peu réutilisées.

GROUPES DE REFLEXION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OPEN DATA

Depuis 2015, plusieurs hackathons se sont organisés à Belgrade entre professionnels de l'informatique, du design et des télécommunications afin de réfléchir à des solutions pour faciliter la réutilisation des données publiques. Les discussions portent sur les moyens de rendre les données publiques lisibles pour les citoyens et sur la sensibilisation de la société civile à l'open data. Lien URL de l'Open Data Hackathon : <http://socijalnoukljucivanje.gov.rs/en/open-data-hackathon-48hours-10-projects/>.

Des conférences et rencontres avec les pays voisins de la Serbie sont organisées pour le partage de bonnes pratiques. Les questions et difficultés que partagent les Etats de la région sont les suivantes : comment présenter les données ? Comment encourager la société civile à réutiliser les données ?

PARTICIPATION DE LA SOCIETE CIVILE

En parallèle à l'administration locale de Belgrade, la Belgrade Open School cherche à trouver des solutions pour développer un service d'urban data à l'échelon local. Depuis 2016, cet établissement mène un programme de réflexion pour créer des « livrets » de données dans un format lisible pour un individu et réutilisable par une machine. L'objectif réside également à encourager les collectivités locales - et notamment la municipalité de Belgrade- à diffuser leurs données, à créer des « livrets digitaux de données » qui pourraient être ensuite utilisés par la société civile. Cet établissement organise des ateliers auprès des entreprises et citoyens pour qu'ils parviennent à réutiliser les données issues de ces répertoires (« livrets digitaux »). (Source : site de la Belgrade Open School, <http://www.bos.rs/cd-eng/ongoing-projects/970/2017/10/27/civil-society-for-opendata-at-the-local-level.html>, [dernier accès : 04/02/18]).

BELGRADE : SYNTHÈSE D'INTERVIEW

PRESENTATION DE LA PERSONNE INTERROGÉE

Madame Valentina Janev est Directrice de recherches à l'Institut de Mihajlo Pupin de l'Université de Belgrade, en Serbie. Valentina Janev est spécialisée dans les systèmes d'information, ressources humaines et utilisation des technologies. Elle a notamment participé aux projets européens ICT pour le développement de l'open data en Serbie.

LE DEVELOPPEMENT DE L'OPEN DATA EN SERBIE

En tant qu'Etat candidat à l'Union Européenne, le gouvernement cherche à aligner la législation serbe en matière d'open data avec les autres pays de l'Union.

En plus du groupe de travail et du site Portail national décrit en première partie du présent document, le Docteur Janev mentionne l'existence du portail eUPRAVA. Ce portail a été créé en 2010, il peut être qualifié en français de « portail e-gouvernement » ou d'« administration publique en ligne ». Il s'agit d'un site centralisant un ensemble d'informations disponibles pour les citoyens serbes, entreprises, services administratifs publics... On relève en 2016 plus de 500 e-services en ligne, l'utilisation est parfois soumise à une authentification. Le portail est disponible à l'adresse suivante : https://www.euprava.gov.rs/eusluge/usluge_po_slovu.

Madame Valentina Janev confirme qu'il n'existe pas de service public d'open data à l'échelle de Belgrade. Néanmoins, la Ville de Belgrade a pour objectif de développer l'open data en coordination avec un ensemble de villes serbes. Des représentants de la Ville ont par exemple participé à un atelier en février 2018, sur l'ouverture des données par les villes serbes en matière de transport.

EVALUATION DE LA QUALITE DES DONNEES ET DE LEURS USAGES

La mise en ligne de données publiques a permis la création d'applications nouvelles ouvertes à tous. Par exemple, la diffusion de données relatives aux systèmes de transport par une entreprise de transport public de Belgrade a rendu possible la création de l'application BusPlus Android. Cette application fournit des informations en temps réel sur les lignes de transport et des éventuelles perturbations de circulation (disponible à l'adresse URL suivante : <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.busplus&hl=sr>).

Le Docteur Janev considère que le Portail national pourrait être amélioré. Les formats utilisés sont peu lisibles et difficilement réutilisables par les citoyens. Des données supplémentaires pourraient être intégrées sur le Portail national : certains sites d'administrations et services publics proposent des données en fichier HTML, l'Office Statistique serbe en format .xls ou .csv, mais ces données ne sont pas intégrées au Portail national.

Aujourd'hui, les citoyens n'utilisent que très peu le site Portail national. Néanmoins, Madame Janev considère que le Portail national est encore très jeune et de ce fait peu connu du grand public. Ce site Portail reste très attractif pour les entrepreneurs, innovateurs (Android, iOS, ...).

COÛTS DE L'OUVERTURE DES DONNEES

L'organisation des activités, ateliers, conférences avec les groupes de travail, citoyens, hackathons etc. sont peu coûteux et sont intégrés au budget national serbe. Les coûts sont en revanche très élevés quand il s'agit de standardiser l'ensemble des formats des données, mettre en parallèle et synchroniser des données entre différentes administrations...

Etude Open Data – Le cas Vienne

Par Chloé Cooper

POURQUOI UN SERVICE OPEN DATA À VIENNE ?

La mobilisation de la société civile est à l'origine du service Open Data viennois. Le 8 avril 2010 des passionnés — citoyens lambdas, universitaires, entrepreneurs — se sont réunis pour le premier Open Government Data Meetup. Cet événement a beaucoup intéressé les médias locaux, facilitant la diffusion de l'information et suscitant par la même la curiosité du plus grand nombre. Tout cela a débouché sur l'ouverture du service open data de la ville, le 17 mai 2011. L'ouverture de ce service participe en outre d'un plus large projet de « gouvernement ouvert » ou *Open government*.

FAIRE NAÎTRE LE SERVICE, PROMOUVOIR L'OPEN DATA.

Bien que le portail concerne la diffusion de données relatives à la ville de Vienne, l'organisation de ce service dépasse largement ses seules frontières. Ainsi, après la rencontre du 8 avril 2010, la chancellerie fédérale autrichienne a fondé avec les villes de Vienne, Linz, Salzburg et Graz la « *Coopération Open Government Data Austria* », visant à rendre les données accessibles dans les villes autrichiennes.

Créer et faire vivre le service Open Data de la ville de Vienne engage des acteurs qui ne sont pas nécessairement les traditionnels agents publics. Le monde universitaire est impliqué, avec par exemple la KDZ - Zentrum für Verwaltungsforschung (centre de recherche sur l'administration) ou la *Danube University of Krems*.

Des entreprises sont également impliquées dans le processus, comme la *Semantic Web Company*, qui a notamment soumis à l'agence viennoise chargée des questions relatives aux technologies, plusieurs propositions de mesures pour sensibiliser la population à l'Open Data.

La société civile joue également un rôle important. Ainsi le 19 janvier 2018 un sondage a été lancé sur le site internet dédié à l'offre Open Data de la ville. Cette consultation vise à permettre aux citoyens d'expliquer de quelles données ils ont besoin. La ville évoque également la possibilité de vérifier la qualité des données non seulement par une approche *top-down* mais aussi par une approche *bottom-up*. Ainsi, les citoyens seraient réellement acteur du service, puisqu'ils veilleraient directement à la qualité des données diffusées. Des tables rondes sont en outre organisées tous les deux mois sur ce thème, réunissant toute cette diversité d'acteurs intéressés.

UN SERVICE QUI FAIT ÉVOLUER L'ADMINISTRATION

L'ouverture d'un service Open-Data à Vienne s'accompagne de transformations d'autant plus importantes pour l'administration qu'elle s'opère dans la perspective plus large d'un gouvernement ouvert - *Open Government*. Il s'agit d'un concept résumant plusieurs initiatives convergeant vers une réforme de l'administration. La ville de Vienne considère l'Open Data comme une « colonne essentielle » (*wesentlicher Säule*) de toute stratégie de gouvernement ouvert. Elle est un premier pas vers une « pleine participation » (*umfassende Mitwirkung*¹).

L'Open Data est ainsi le marqueur à Vienne d'une volonté de changement de culture administrative, visant à permettre une coopération toujours plus étroite entre les pouvoirs publics, la population, les entreprises locales et la communauté scientifique.

¹

FINANCER L'OPEN DATA

Difficile de trouver des renseignements sur les coûts de l'Open-Data à Vienne, la municipalité insistant davantage sur les opportunités économiques offertes. Pour l'instant en tout cas, il est au moins certains que les coûts ne sont pas directement liés à des données effectives, étant donné qu'il n'est pas nécessaire de payer pour utiliser le service. Or, le projet OGD2011 a été partiellement financé par la ZIT.



ET LES RISQUES ?

Un premier risque reconnu par la municipalité est celui d'une erreur d'interprétation, à cause d'une expertise insuffisante ou d'une faible qualité de données. Si la transparence est un objectif de cet aspirant gouvernement ouvert, l'administration redoute qu'elle lui crée de nouveaux problèmes. La municipalité donne ainsi l'exemple suivant : si l'on peut consulter librement des données relatives à la pollution des sols, le marché immobilier, ayant connaissance de la contamination de certains terrains, pourrait s'adapter immédiatement. Enfin, bien que l'administration ne diffuse jamais de données personnelles, il risque d'être possible de retrouver une personne en recoupant plusieurs suites de données.

RÉFÉRENCES

Documents officiels

Cadre du projet Open-Data <http://data.wien.gv.at/pdf/bslg-ogd.pdf>

Feuille de route pour l'Open Government viennois <http://kdz.eu/de/open-government-vorgehensmodell>

Site internet de la ville de Vienne, dédié à l'Open Data <https://open.wien.gv.at/site/>

Autres

Témoignage d'un viennois intéressé par l'Open Data.

https://www.europeandataportal.eu/sites/default/files/2011_austria_the_way_to_the_vienna_open_data_portal_a_community_perspective.pdf

Etude Open Data – Le cas Rennes

Par Marion Voyer

Création du service et développement

Si l'on peut penser que la loi sur la République Numérique a infléchi la décision de Rennes Métropole de mettre en place un service d'open-data, il n'en est rien. En effet, la plateforme de données publiques a été ouverte en mars 2010. Elle est la première collectivité à mettre en ligne un catalogue de données ouvertes ce qui fait de Rennes la pionnière du domaine en France. La décision a été prise rapidement, par la rencontre entre le service public de transport effectué par la société privée Keolis et un prestataire web.

Rennes et Rennes Métropole sont membres fondateurs de l'association nationale Open data France créée en 2013 et qui rassemble plus de 70 collectivités françaises de toute taille.

Rennes a créé un **service public métropolitain de la donnée** (SPMD) dans le cadre de l'appel à projets de l'Etat "développement de l'open data au sein des territoires" en août 2017. Quatre axes préliminaires de travail sont définis : la collecte/catalogage des données, le traitement de ces données (agrégation, anonymisation, analyse prédictive etc), la normalisation des flux et la diffusion, et enfin la gouvernance par la donnée.

<https://france3-regions.blog.francetvinfo.fr/soyons-smart/2017/10/11/rennes-metropole-met-en-place-un-service-public-de-la-donnee.html>

Dans le cadre d'une démarche inédite en France, Kéolis Rennes (le service de transports) a mis en place, à la demande de Rennes Métropole, un **programme de labellisation** qui garantit aux utilisateurs la qualité des applications et la fiabilité des informations fournies.

<https://data.explore.star.fr/pages/labellisation/>

Le portail open data

<https://data.rennesmetropole.fr/page/home/>

Secteurs de jeux de données (249 jeux de données ouverts) : Economie / Référentiels géographiques / Environnement / Réseaux, énergie / Mobilité/transports / Culture, sports, loisirs, éducation, santé/sécurité / Logement / Citoyenneté / Espace public / Urbanisme / Enfance.

Les producteurs de données : Rennes métropole / Ville de Rennes / Ville de Cesson-Sévigné / Ville de Noyal-Chatillon sur Seiche / Kéolis Rennes (transports en commun) / INSEE / STAR / LE vélo STAR / ARCEP / Ministère de l'intérieur / Ministère de la Culture / Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

/ City Roul' / Enedis / Meteo France / Citédia / L'association Transmusicales (ATM)
/ Les Champs Libres / Le Musée des Beaux-Arts.

Leurs applications :

- Qui sommes-nous : portraits des habitants de Rennes Métropole à partir des données ouvertes de l'INSEE.
- Rennes Circulation : information travaux et circulation en temps réel.
- GéoVélo : Calcul d'itinéraire vélo sur l'ensemble de la métropole.
- Dataviz Budget : les chiffres clés du budget de Rennes et de sa métropole.

En 2016, le portail a été rafraîchi dans le but d'en faciliter la lisibilité et l'utilisation. La nouvelle version présente une page d'accueil claire avec des pictogrammes rendant plus lisibles les différentes thématiques disponibles. Le portail présente également un onglet Forum, Cartographe et Graphiques.

Promotion et service

Pour susciter l'utilisation des données brutes, Rennes Métropoles et ses partenaires ont lancé, d'octobre 2010 à mars 2011, un **concours** doté de 50000 euros. Initiative concluante : 43 applications mobiles et sites web ont vu le jour, dont 2/3 provenant des particuliers. Ce type de dispositif permet de motiver et de conquérir le public « technos » ou sensible aux activités de développement numérique (étudiants, ingénieurs, développeurs, etc.). Ex de services mobiles et web : mobilité et information des voyageurs ou valorisation du patrimoine (promenade en réalité augmentée au parc Thabor).

<http://metropole.rennes.fr/rennes-metropole-collectivite-pionniere-de-lopen-data-en-france/>

Autres animations :

- Octobre 2012 : événements dans le cadre du forum Viva-Cités dans le village numérique : conférence, ateliers, démonstrations de services et d'application.
- Scolaires (CE2 et CM1) : invités à mettre en forme des données avec le collectif open data Rennes.
- Personnes à mobilité réduites : participation à une « carto party » collaborative pour mettre à jour les données utilisées par l'app Handimap, une lauréate du concours.
- Ateliers Infolab
- Dataviz « Qui sommes nous » dressant le portrait des habitants de la métropole lors de ces ateliers Infolab.

Organisation du service

Aucune source ne présente l'organisation du service Open-data de Rennes métropole. Cependant, il y a une forte collaboration avec les acteurs privés et associatifs.

C'est le cas par exemple de La Cantine numérique rennaise, un espace de co-working. Un de ses membres, Simon Chignard, est ainsi en charge de la collaboration open-data avec Manchester. Cette collaboration vise à s'inspirer de cette ville avec laquelle Rennes n'a pas encore de relations. L'open data de Manchester est géré dans un lieu similaire à la Cantine, appelé "Mad Lab".

<https://www.youtube.com/watch?v=-MXzfiC6UaQ>

La gestion des risques

Deux outils de protection en France : la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et la CADA (Commission d'accès aux documents administratifs). Aujourd'hui, lorsqu'un service public ouvre des données, elles sont toujours anonymisées si elles sont ouvertes, c'est qu'elles ont un intérêt de service public et respectent la vie privée.

Développement

- Homogénéisation des formats des données proposées ou socle commun de données locales.
- Service d'archivage des données.

Etude Open Data – Le cas Gdansk

Quelles justifications ?

Benefits for GDP between 0.4 and 4.1%. High expectations on transforming the city for better. Boosting innovation and development of new applications. Ongoing process of metropolization and integration in the region. Will to increase levels of trust, engagement, participation. Need for transparency. Need of engaging residents in the new ways looking for new solutions for old problems. According to the Constitution of the Republic of Poland every citizen has the right to obtain information about the activities of public authorities and persons performing public functions. Everyone has the right to access public information in accordance with the law on access to public information ; Publishing information in open and structured forms allows citizens to analyze and re-use. Inspiring entrepreneurship, build the economy of the future.

L'utilisation des données ouvertes est elle totalement libre (licence ouverte) ou est elle soumise à des conditions restrictives ?

Data accessible and free to use in any way. No hiding of information. Machine readable (automated processing in applications, websites). But the team analyzes data-sets in the city hall and assesses feasibility of opening them. Legal, technological and financial issues are taken into account. the Gdansk portal is only partially API accessible. An API allows other tools, such as machines, to access the data on the portal. It allows for instance another portal (regional, national or even the European Data Portal) to harvest the datasets automatically from a given portal and offers links back to the datasets on the original portal. Having an API eases the re-use of data from the portal.

Quand cela a-t-il été mis en œuvre ?

Since 2014, Gdansk has been developing its openness policy.

Quelles données sont collectées ?

all information generated and processed by the City. Finance, public information, data facilitating life : real-time data on queues, city expenditure list, city price list (how much things in the city cost ?), all requests and answers, where to plant a tree, data on collectin waste and recycling, taxi licenses, license plates, water quality, rains, accommodation base. Only 28 datasets.

Comment sont-elles utilisées ?

By residents to inform themselves, and ask questions. Civil hub= external web platform to connect officials and residents. By enterprises.

Sous quelle forme les données sont elles accessibles ?

Sites web, applications. Ex : the application On4Legs generated through the cooperation of its Open Data team and the local civil tech community – connects the city shelter with future pet owners.

Savez vous quelles sont les données qui sont les plus importantes ?

the most ground-breaking part of Open Gdansk remains the daily register of city expenses, which is being published since 2015. Another important asset of Open Gdansk is full and transparent register of public information requests and answers to it.

Les habitants ont-ils été consultés sur la mise en place d'un tel service ? Le service d'open data a-t-il été pensé et conçu par des élus, des membres de la municipalité ou par des associations de citoyens ou même des entreprises ?

Data collected by the city. In the implementation of Open Data Policy the City cooperates in particular with NGOs engaging in the efforts of open data. Building of strong relations with external stakeholders, including NGOs, coders, activists, and start-ups. The Open Data Team is responsible for the projects. The team reports twice a year to the city mayor on progress. The Open Data movement in

Gdansk started with the public administration. Thanks to the organisation of several workshops open to the public, citizens and the community have become increasingly important for the further development of Open Data usage in both cities.

Quelles conséquences pour l'instant ? Savez vous à peu près combien d'entreprises ont pu être créés ou se sont servies des données ouvertes dans le cadre de l'open data ? • More transparent decision-making process

- Building trust with external stake-holders, like media and NGOs
- Growing engagement of residents, active participation
- Better quality of life—full access to information can shorten time a resident has to spend when contacting the city hall
- Better image of Gdansk outside the city, as a smart city opened to modern technologies
- Stronger working relations with international organizations, like What Works Cities or Open & Agile Smart Cities

In Gdansk Open Data has a positive impact on solving different city challenges. Opening data on how tax payers' money is spent by the local government increases government transparency, and gives citizens the feeling they have a better understanding of how the city budget is spent. Opening data has improved and continues to

Combien de personnes travaillent dessus ?

Combien ça coûte ?

Costs related to the ordering of data, creation of an IT infrastructure, personal data civil society which can lead to stronger democracy.

Les utilisateurs ont-ils la possibilité d'ajouter leurs propres données ?

No.

Etude Open Data – Le cas Bordeaux

Par Olivier Salomon

En 2012, la ville de Bordeaux métropole a mis en place une plateforme en ligne de consultation par tous de ses données, un site web y est en effet dédié (opendata.bordeaux.fr). Les utilisateurs peuvent y consulter des données regroupées en trois catégories :

- Cadre de vie
- Administration et citoyenneté
- Culture, sport et loisirs

Ces données viennent du « patrimoine informationnel » de la ville. Elles correspondent à des informations que les différents services de la ville produisent ou collectent dans le cadre de leurs missions quotidiennes

Les informations disponibles vont donc de l'emplacement des nichoirs d'oiseaux dans la ville aux budgets annuels votés par la municipalité en passant par la liste des écoles maternelles et primaires. La plupart des données disponibles concernent toutefois l'emplacement des équipements publics dans la ville.

Cette plateforme de données présente l'avantage d'être facile d'accès, elle est en effet destinée à tous les publics : citoyens, chercheurs, associations ou encore entreprises.

Dans cette démarche d'accessibilité, une vidéo explicative du fonctionnement du site internet a été réalisée.

Les données sont présentées sous la forme d'applications intuitives, de graphiques ou de cartes interactives. Les utilisateurs peuvent choisir leur mode de présentation préféré. On voit donc bien ce qui fait la spécificité de l'open data : son ouverture au grand public et son accessibilité renforcée de manière à ce que tout le monde puisse s'en servir.

L'open data poursuit également des objectifs de transparence de la vie politique locale, c'est ainsi que la ville de Bordeaux métropole met à disposition des citoyens les budgets votés par la ville chaque année.

Ce sont les informations en temps réel sur le transport qui sont les plus exploitées, sûrement par des entreprises proposant des applications relatives aux transports.

L'open data permet effectivement pour les entreprises d'accéder à des informations précieuses quant au lancement de nouvelles activités. L'open data participe donc pleinement à l'innovation sociale et économique. Par exemple, en 2015, à l'occasion des élections régionales, deux startups de Nouvelle-Aquitaine, Mapotempo et Quorum Impact, ont lancé un site web permettant aux militants des partis politiques d'optimiser leurs trajets

de collage d'affiches en leur indiquant où se situaient les points de collage autorisés par la ville. Ces informations avaient été ouvertes par la ville de Bordeaux métropole.

Dans un service d'open data, et c'est le cas à Bordeaux, les utilisateurs peuvent eux aussi participer à l'apport de nouvelles données, ou bien corriger des données déjà existantes en cas d'erreur. La ville de Bordeaux cherche à encourager au maximum la participation des utilisateurs dans la compilation de la donnée. On voit donc que l'open data n'est pas un service développé de manière unilatérale par les pouvoirs publics mais qu'il est par essence un service devant être co-construit.

L'implication des citoyens dans l'open data est donc primordiale, sans eux, le service n'a pas de sens car c'est à eux qu'il s'adresse. Or, l'open data, en tant que service immatériel est difficile à populariser. D'autant plus dans le cas de la ville de Bordeaux car le projet d'open data y a été souhaité par les élus eux-mêmes, puis conçu en interne par les services de la ville, et non par des associations de citoyens comme ce fut le cas dans d'autres villes françaises. C'est sûrement pour cela qu'à Bordeaux, l'open data doit relever le défi de la participation citoyenne, en la facilitant et en l'encourageant.

Et, comme l'open data a été souhaité par les élus, on comprend que le service serve aussi de vitrine pour l'action politique locale.

Quant à l'utilisation des données, la ville de Bordeaux a choisi le système de licence ouverte, c'est à dire que les utilisateurs sont libres de reproduire, copier, publier, adapter, modifier ou encore transmettre les informations « libérées » (publiées par la ville) sous la seule condition de mentionner la source des données et leur date de dernière mise à jour.

Le service d'open data de la ville de Bordeaux est aujourd'hui assez performant et a permis le lancement de nouvelles entreprises qui proposent des services utiles aux citoyens. Toutefois, l'enjeu pour l'open data est d'être d'avantage popularisé auprès de la population car sans elle, le service n'a pas de sens. L'open data ne peut donc pas être conçu de manière unilatérale par la municipalité mais les citoyens doivent y être impliqués.

Etude Open Data – Le cas Dublin

Par Nais El Yousfi

<https://data.smartdublin.ie/>

L'aventure Open Data commence en 2010 pour la ville de Dublin, qui souhaite améliorer l'efficacité de ses transports publics. Le conseil municipal met en place la collecte d'informations à travers plusieurs moyens tels que des détecteurs de circulation, des caméras ou encore des systèmes GPS afin de recevoir des données sur l'état du trafic. Il espère ainsi trouver des solutions pour désengorger les embouteillages et atténuer la pollution. Désormais, grâce à toutes ses données, il existe une carte montrant la position des bus de la ville en temps réel. De plus, la récolte des informations météorologiques a également permis aux pouvoirs publics de mieux se préparer contre les aléas climatiques ayant un impact sur le réseau de transport.

Aujourd'hui, la ville a défini la mobilité, l'environnement, l'énergie, les déchets et la gestion d'urgence comme ses priorités. Les données sont aussi bien à destination des professionnels, des chercheurs, que des citoyens lambda. Pour que ces derniers puissent profiter au mieux du service, il semble primordial que l'accès aux plateformes soit facile et intuitif.

Le site internet officiel de la ville concernant l'Open Data constitue la première proposition après une recherche Google. Le site est clair, bien fait, et l'utilisateur peut tout de suite voir les grandes catégories de ressources en ligne.

Les ressources sont de grande diversité. Ainsi, il est possible de consulter des informations concernant la demande énergétique de la ville, les données démographiques et économiques, l'état du réseau de transport et des pistes cyclables.

En plus des données téléchargeables, on trouve également des interfaces interactives comme des cartes. Il est également possible de faire une requête en envoyant directement un email au service de l'open data afin de demander des données sur un point particulier.

Contacteur :

Nicola Graham, Smart Dublin Community Manager and Open Data Co-Ordinator

Jamie Cudden, Smart City Program Manager, Dublin City Council (moins accessible)

Etude Open Data – Le cas Nice

Par Yann Heyer

Quelles justifications ?

Permet de constituer et d'entretenir une source d'informations fiables pour les chercheurs, journalistes, étudiants et citoyens

Les développeurs, entrepreneurs peuvent s'emparer des données pour créer des applications. Ex : la géolocalisation des bus particulièrement utile pour les personnes à mobilité réduite

Nouvelles opportunités économiques en favorisant l'expérimentation, l'innovation, la création & amélioration de services et en soutenant les start-ups

Rend accessible et compréhensible les actions publiques, ce qui constitue une modernisation et un rapprochement avec les citoyens et les enjeux du 21^e siècle

L'utilisation des données ouvertes est elle totalement libre (licence ouverte) ou est elle soumise à des conditions restrictives ?

Utilisation de la *Licence Ouverte d'Etatlab*, rédigée par le gouvernement français et facilitant la réutilisation des données. Quelques caractéristiques de cette licence :

Une licence ouverte, libre et gratuite, qui apporte la sécurité juridique nécessaire aux producteurs et aux réutilisateurs des données publiques ;

Une licence qui promeut la réutilisation la plus large en autorisant la reproduction, la redistribution, l'adaptation et l'exploitation commerciale des données ;

Une licence qui s'inscrit dans un contexte international en étant compatible avec les standards des licences Open Data développées à l'étranger et notamment celles du gouvernement britannique (Open Government Licence) ainsi que les autres standards internationaux (ODC-BY, CC-BY 2.0).

Permet une mutualisation pour les autres données publiques en mettant en place un standard réutilisable par les collectivités territoriales qui souhaiteraient se lancer dans l'ouverture des données publiques.

Quand cela a-t-il été mis en œuvre ?

25 juin 2014

Quelles données sont collectées ?

Les données sensibles, à caractère personnels, de secret défense ou couvert par les secrets professionnels ne sont pas collectées

Les données sont publiées « en fonction de leur disponibilité et de l'intérêt estimé par son producteur » mais les citoyens peuvent faire parvenir leurs demandes via un formulaire de contact

Comment sont-elles utilisées ?

Les données sont regroupées soit par jeux de données (181 jeux de données, ex : liste des restaurants de Nice), soit par organisation (4 organisations, ex : office du tourisme de Nice), soit par thématique (15 thématiques, ex : culture, environnement).

Il existe un espace uniquement consacré aux développeurs (« **Espace développeurs** »). Après inscription, ils peuvent avoir accès à un Open data mutualisé, c'est-à-dire où ils peuvent disposer des données de NCA et des données des partenaires de NCA. Sur cet espace, est également mis à disposition des

développeurs des tutoriels, des flux de données à intégrer sur leurs applications, une foire aux questions techniques, etc. afin de leur faciliter les choses.

Sous quelle forme les données sont-elles accessibles ?

Sites Web, applications

Savez vous quelles sont les données qui sont les plus importantes ?

Si j'en juge par la quantité de jeux de données contenues dans un regroupement par thématiques : les données les plus importantes seraient dans l'ordre 1) Aménagement du territoire 2) Citoyenneté 3) Tourisme

Les habitants ont-ils été consultés sur la mise en place d'un tel service ? Le service d'open data a-t-il été pensé et conçu par des élus, des membres de la municipalité ou par des associations de citoyens ou même des entreprises ?

Sur le site de l'Open data rien n'est mentionné, d'après un article la réalisation technique aurait été faite « en interne » par le directeur des sources d'informations (DSI) et Nice Côte d'Azur (NCA)

En revanche comme dit précédemment les citoyens peuvent faire parvenir leurs demandes via un formulaire de contact (mais je crois que c'est postérieur à la phase de réalisation technique)

Quelles conséquences pour l'instant ? Savez-vous à peu près combien d'entreprises ont pu être créés ou se sont servies des données ouvertes dans le cadre de l'open data ?

Aucune information à ce propos

Combien de personnes travaillent dessus ?

Aucune information à ce propos

Combien ça coûte ?

Aucune information à ce propos

Les utilisateurs ont-ils la possibilité d'ajouter leurs propres données ?

Non ils ne le peuvent pas directement mais le peuvent indirectement soit en faisant la demande via un formulaire de contact qui sera étudié, soit à travers les « Ateliers de co-création » où les citoyens ont l'occasion d'insérer des documents à eux (ex : photos) dans l'open data. Je suppose que ces Ateliers ont pour but de faire connaître l'open data et d'inciter les citoyens à proposer ultérieurement des jeux de données via le formulaire de contact.

Remarques supplémentaires et diverses :

Pour diffuser l'Open data une fois introduit ont été organisés :

des « Ateliers conférences sur l'Opendata » où l'on explique le principe,

des « Ateliers de co-création » où par exemple : les usagers sont orientés pour insérer des photos qu'ils ont apportées sur une carte interactive et les mettent à disposition de la collectivité en open data

des concours de marathons informatiques (de 48h, d'1 semaine) (« Hackathon ») où il faut réutiliser les données et créer des applications innovantes. A l'arrivée des équipes sont primées.

La métropole Nice Côte d'Azur est membre de [l'association Opendatafrance](#), notamment dans une perspective de mutualisation des bonnes pratiques autour de l'open data

Etude Open Data – Londres

Londres / Royaume-Uni / 8,787,892 (Greater London)

<https://data.london.gov.uk/>

création du portail en 2010 par le Maire Boris Johnson qui est responsable pour le site

équipe dirigé par : **Mark Roberts** (GLA Executive Director of Secretariat)

création du site avec l'aide de Tim Berners (créateur du WorldWideWeb)

The Guardian, Mon 3 August 2015, "Open data is at the centre of London's transition into a smart city"

- Questions remain about **privacy**, data ownership and the role of public and private sectors
- The benefits of the open data revolution aren't confined to government. It is also kickstarting a wave of enterprise and innovation around public sector data
- The GLA's London DataStore (GLA = Greater London Assembly) was created in 2010, contains over 500 free to use datasets, making it a valuable resource for developers and researchers.
- **Andrew Collinge**, assistant director of intelligence and analysis at the GLA "It started as a part of a drive to increase accountability in government and things like publishing sector spending, but now we are much more about exploiting data".
- **The London Schools Atlas**, which maps every school in the capital, is providing information on subjects such as catchment areas, feeder schools, travel times and predicting rise in demand for places.
- **Making data available to the public isn't that expensive**, the DataStore cost about £150 000 to establish. It is the businesses that bear the development costs while providing a service to the city.
- Still a lot of issues to overcome before the smart city can reach its potential. New York has an advantage over London in the way they are governed, which impacts upon data collection. There are 33 boroughs in London who all operate in different ways and they are not that good at sharing data.
- There are a lot of open data on transport, economics and land use.
- **Wherabouts London** shows how Londoners live
- Transport :
 - data is clearly having a major impact. TfL (Transport for London : public organism) has run a **research partnership with MIT** to focus on how to exploit data and create predictive systems => big rethink of how resources are allocated and information is

provided. The Oyster travel card system has provided more information and TfL provides real time information to customers on arrival times and journey lengths.

- There are 5000 developers who signed up to the TfL website and there are 360 apps on the iOS App store using its data. ex : [route planning app Citymapper](#).

- The role of government :

- For some, the best way is for government to release as much data as possible and then let the developers do the rest.

- But [Collinge](#) argues that government should have far more say and influence than that. He says the public sector is proving itself to be capable of innovation and doing so within a tight budget. It has the [expertise and knowledge to inform developers about the city's problems](#).

- The issue of privacy :

- Users of [Boris Bikes](#) in London found out that data on TfL's website used in conjunction with other datasets could be used to track individuals. TfL removed the information.

- [Collinge](#) says privacy issues are preventing some projects from taking off, health for example. There are safeguards on patient data from the Department of Health and this prevents developers from creating innovations to help people with diabetes for example.

[data.london.gov.uk](#)

- There are 9 categories of dataset : jobs and economy, transport, environment, community safety, housing, communities, health, london as a world city, GLA performance.
- There are different tabs : blog, data, apps and analysis, developers, boroughs, city data strategy, more.
- 700 datasets on London
- Winner of the 2015 ODI Open Data Publisher Award
- There is a [blog on London Datastore which is open to all contributions on London data](#), Smart city issues or event involving London. *"and if you feel shy about coming forward, we know who you are and we'll be sure to come knocking anyway"*
- You can register an account
- There is a link to the Mayor of London
- Condition of No Association "you may not use any trade-mark, official mark, official emblem or logo of the city without the City's prior written consent"

[tfl.gov.uk/info-for/open-data-users/](#)

- "All public TfL data is freely released here for developers to use in their own software and services. We encourage software developers to use these feeds to present customer travel information in Innovative ways - providing they adhere to the transport data terms and conditions"
- Example of widget : [Tube service updates](#) (live travel news for the Tube, updated every minute), [Tube map](#) (draggable Tube map, with integrated station search), [Journey planner](#) (personalised journey planning tool for public transport), [Roads](#) (live traffic for London's roads).
- List of available TfL data feeds : air quality, general, tube, bus coach and river, roads, cycling, walking, Oyster, Accessibility and toilets, network statistics.
- ["it's vital that TfL continues to engage with the app developer community, academics and others through promoting the right challenges"](#).

- TfL digital blog : news on apps and analysis of data.

Open Data Science Conference hosted in London on "Accelerating your business with AI", September 19th to 22nd. Business professionals, data scientists helping to shape the future of Data Science.

uk.ambafrance.org - Rapport de l'ambassade de France au Royaume-Uni, Service Science et technologie - "Science & technologie au Royaume-Uni" - Mars Avril 2011

- L'ouverture des données publiques répond à un triple objectif : **encourager l'innovation par la réutilisation des données, participer à la transparence de l'état et offrir une nouvelle forme de services publics aux citoyens.**
- Le Royaume-Uni sous l'impulsion de Tim Berners-Lee, créateur du world wide web, a officiellement lancé son portail data.gov.uk en janvier 2010. Le Royaume-Uni constitue un modèle à suivre tant sur le plan technique que sur le pilotage administratif.

I. Enjeux démocratiques et économiques de l'ouverture des données publiques

A. L'open data

L'Open Knowledge Foundation, association née en 2004 au Royaume-Uni et qui milite pour l'open data a défini l'ouverture des données comme **"Une donnée est ouverte si n'importe qui peut l'utiliser, la réutiliser et la redistribuer.** Les seules conditions étant l'attribution de l'auteur et la conservation du statut de donnée ouverte pour les réutilisations suivantes". Un des principes fondamentaux de l'open data est donc **l'accès pour tous et l'absence de restriction suivant l'utilisateur** (pas de discrimination sur la nationalité ou selon l'objectif visé, qu'il soit commercial ou non).

La question de la propriété intellectuelle est fondamentale, d'autant que le droit en la matière diffère suivant les pays. Le droit d'auteur français est plus exigeant que le copyright anglo-saxon. Dans le domaine industriel, les données sont soumises au droit des brevets.

B. Les données du secteur public

Les **données du SP**, les "public sector information" PSI. Ces données non personnelles concernent les hôpitaux, les écoles, le système de transport, le budget de l'Etat ou les taux de pollution des villes.

L'ouverture des données publiques signifie leur **mise à disposition sur le web dans des licences et des formats qui permettent leurs réutilisations.** L'objectif est double : la possibilité pour tout un chacun d'accéder aux données pour peu qu'il dispose d'une connexion à Internet, et la possibilité de croiser, traiter et analyser des données de sources différentes pour proposer de nouveaux services et applications.

C. Potentiel démocratique des données publiques

"Free our data" au RU. Open data est vu par certains comme un **outil de contrôle des administrations par les citoyens et un moyen d'améliorer le SP.** Le potentiel démocratique de l'open data ne fait plus débat, la question est celle de l'efficacité des moyens de diffusion des données publiques.

D. Potentiel économique des données publiques

“Les données pour la croissance”. Lors du lancement data.gov.uk, le Royaume Uni parlait d'un marché de 6 milliards de £. Mais l'open data a besoin de standards technologiques matures et d'un contexte économique et culturel propice pour le développement d'un marché.

II. Politique d'ouverture des données publiques au RU

Si le Royaume Uni fut l'un des premiers à lancer une plateforme de données publiques au niveau national, c'est que le mouvement open data a su trouver une **résonance forte dans la société civile** (travail d'activiste, de lobbying). + adhésion de la communauté de développeurs au projet. + adhésion de **Gordon Brown** et l'inscription de l'open data dans les thèmes phares de la politique de **Cameron**. Le projet a dépassé les clivages partisans.

A. Rôle de la société civile : le mouvement open data

L'Open Knowledge foundation (association), The Guardian (2005 campagne Free our data : **les données publiques sont créées grâce à nos impôts, il est donc légitime d'y avoir accès**), les figures du web : **Tim Berners Lee et Nigel Shadbolt**.

B. Les communautés de développeurs

Organisation de “hack days” de concours et de “workshops” et l'utilisation de logiciels open sources ont contribué à mobiliser les communautés de développeurs web.

C. Les initiatives locales

London datastore de la ville de Londres : s'adresse à une communauté réduite de citoyens et répond avec plus de précision à leurs attentes. Le gouvernement britannique les considère comme des bons exemples sur lesquels il faut s'appuyer pour convaincre les administrations du potentiel de l'ouverture des données publiques.

D. Big society, l'open data au coeur de la politique du RU

Big society : projet qui veut donner plus de pouvoir et d'indépendance aux gouvernements locaux et aux citoyens. Mais ce projet peine à convaincre, les fonctionnaires craignent pour leurs emplois, les citoyens pour la perte de leurs SP.

E. Gouvernance et rôle des administrations

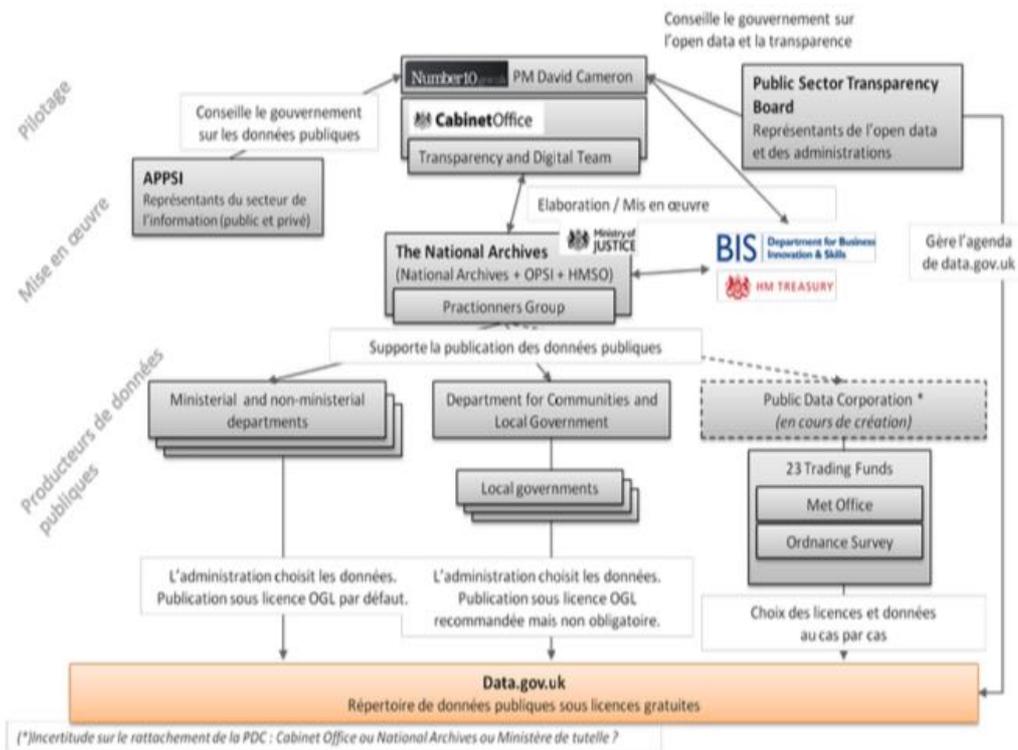


Figure 1 : Organisation de la politique open data au Royaume-Uni
Crédits : SST

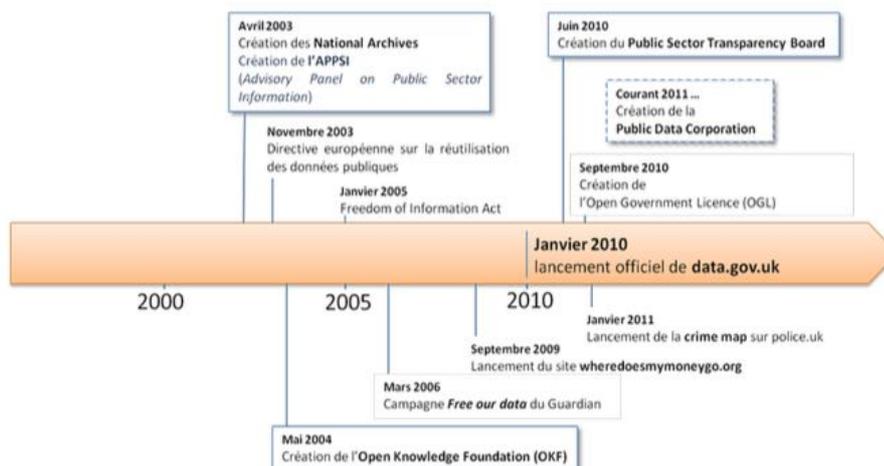


Figure 2 : Historique de la politique open data au Royaume-Uni
Crédits : SST

Le projet data.gov.uk est piloté par des représentants de l'administration gouvernementale et de personnalité de l'open data au sein du Public Sector Transparency Board. Le Cabinet Office élabore la politique open data. Il travaille en collaboration avec les équipes des National Archives qui sont responsables de la mise en œuvre concrète de la politique. Intégrée aux National Archives, l'Office for Public Sector Information est chargée de la création des licences.

Le Public Sector Transparency Board : ce conseil est chargé de mener à bien l'agenda du gvt sur les questions de transparence et de mise à disposition des données. Dans ce conseil : des représentants du gouvernement, des personnalités de l'open data.

Les National Archives : principale administration pour la gestion et la réutilisation de l'information publique. Elles dépendent du ministère de la justice. Missions : préservation et diffusion des archives publiques, le conseil en matière de gestion de l'information pour le gouvernement, le public et les autres organismes d'archivage, la gestion du Crown Copyright et des licences associées, la formation des administration au nouveau champ de réutilisation des données du secteur public.

Au sein des National archives, un groupe de travail : the practitioners group, qui comprend des représentants de chaque département ministériel, ce sont le groupe d'experts en transparence qui est chargé de l'exécution des décisions du IM et du cabinet office.

Intégrée aux National Archives, l'OPSI est l'administration responsable de la gestion, de la réglementation et de la réutilisation des informations publiques. Elle reçoit et gère les litiges liés à la régulation.

L'APPSI advisory Panel on Public Sector Information : conseil indépendant représentant le secteur de l'information. Il conseille les ministères sur les questions de données publiques. + l'information Commissioner's office chargé de la régulation entre données publiques et privées.

Future Public Data Corporation : valoriser l'ouverture des données publiques. Sorte de plateforme d'échange entre citoyens, industries et administration pour maximiser les gains économiques et sociaux des acteurs. + coordination des trading funds tirant des revenus de la vente de leurs données.

F. Producteurs et détenteurs de données publiques

G. Synthèse de la politique open data au RU

Le modèle politique de l'open data au RU est pilotée au plus haut niveau et s'appuie sur une coordination entre le public sector transparency board, les national archives et le cabinet office ainsi que les ministères concernés. Cette structure a un fort pouvoir de pression sur les administrations centrales, bcp moins sur les autorités locales et trading funds.

III. Présentation de data.gov.uk

Le site se présente comme un catalogue de jeux de données détenues par les administrations. Il permet de rechercher les données et de les télécharger dans leurs formats de publication. Il offre également la possibilité de rechercher des applications utilisant les jeux de données. Il est aussi utilisé comme outil de communication par le gvt sur les questions de transparence.

A) Architecture générale de data.gov.uk

un module permet au possesseur de données de s'enregistrer et de répertorier ses jeux de données en indiquant leurs url.

B) Publication et réutilisation des données

Les données publiées sur le site doivent être "human readable" et "machine readable".

Le manque de compétences techniques dans certaines administrations et le changement de pratiques freinent la publication des données.

Les administrations locales gardent un pouvoir de décision sur la licence à utiliser, les National Archives peuvent les conseiller.

Les administrations doivent publier leurs données sur data.gov.uk. Chaque demande est traitée et validée par le transparency board avant la mise en ligne. Les données ne sont pas stockées directement sur les serveurs du data.gov.uk donc chaque administration doit d'abord les publier sur son propre site.

C) Applications

Le site répertorie plus de 135 applications mais la plupart n'ont qu'une audience confidentielle.

Un mashup est une application qui combine des données ou des applications d'autres sites. Il fournit des informations et des fonctionnalités qui souvent n'étaient pas envisagées par le fournisseur de données lui-même.

ex d'appli : [cycle street](#), [fix my street](#), [crime map](#), [nestoria](#) (moteur de recherche de propriétés immobilières).

Applications santé : [NHS local](#) ou [UK dentists](#) permettent de trouver l'hôpital ou le dentiste le plus proche. [HealthyAps](#) permet de comparer les services chirurgicaux en fonction du nombre d'infections nosocomiales répertoriées.

Le Guardian a mis en place une plateforme visant à promouvoir la création et la réutilisation de données publiques. L'objectif est de fournir un service de mise à disposition de données ouvertes provenant de sources fiables. Les applications créées offrent une nouvelle source d'audience et de revenus publicitaires pour le journal.

D) Un an après, un nouveau service public en construction

Data.gov.uk :

- comme outil de transparence du gouvernement : dépenses, salaires, organigrammes des administrations
- comme outil de la "big society"
- comme levier de croissance économique

Les retombées économiques se font attendre ou sont trop difficiles à quantifier. **Domaine de l'économie immatérielle où la corrélation entre investissement et croissance est portée par des externalités positives difficiles à quantifier.**

Sur les applications, bilan faible. **Peu d'applications ont passé le stade du simple buzz et se sont imposées comme véritable service au quotidien pour les citoyens.**

Pour ce qui est de l'**aspect démocratique**, la gestion de l'information publique est un territoire nouveau pour les entrepreneurs et citoyens et les données sans les analystes et les outils pour les comprendre restent des chiffres obscurs.

IV. Enjeux scientifiques et technologiques de l'open data

A) Visualisation et analyse de l'information

Il faut rendre intelligible les données par les humains. L'application Trendalyser créé par Gapminder permet une visualisation pour la compréhension de données abstraites comme les statistiques.

B) Science du web et sciences des données

Enjeux : modéliser la structure du web et identifier les principes susceptibles de garantir sa croissance, analyser les interactions humaines en ligne, lutter contre la cybercriminalité, régler les questions complexes de vie privée et de propriété intellectuelle.

CONCLUSION : quels enseignements pour l'ouverture de données publiques en France ?

- Il faut communiquer sur l'open data car c'est un domaine nouveau. Il faut s'appuyer sur le mouvement de l'open data : Regards citoyens, LiberTic + initiatives locales à Rennes Paris etc.
- un nouveau type de SP
- Utiliser des méthodes "agiles" : créer des prototypes rapidement et fonctionner par itérations. **Là où des réticences existent on essaie d'expliquer et de convaincre plutôt que d'imposer**
- Utiliser des licences et formats ouverts
- Utiliser les principes d'ouverture de données
- Impliquer les communautés de développeurs et les entrepreneurs

Open Data Amsterdam

<https://amsterdamsmartcity.com/projects/dataamsterdamnl>

Overview of all available (open) data in Amsterdam

City Data contains big data collections, like the basic records, which include all addresses of Amsterdam, topographical data, cadastral data and much more.

What is the goal of the project?

Amsterdam is a gem full of useful data about the city which helps fuel innovation. Innovative data applications give us all kinds of new options such as to better services and the City Street Patrol, and for locals to participate in the society. These improvements are made possible by sharing as much data as possible, through one single portal with anyone who wants to use this data. That single portal is called City Data.

As the city of Amsterdam we gather a lot of data about the city. Data about public space, buildings and plots of land, traffic, healthcare, the environment, liveability, permits, subsidies, and many other data collection types.

All of this (open) data is now available through one data portal: City Data. It contains big data collections, like the basic records, which include all addresses of Amsterdam, topographical data, cadastral data and much more. City Data also contains smaller collections, such as hits during World War Two (which comes in handy for construction sites), or the number of dwellings in certain districts or neighbourhoods.

Data.amsterdam.nl aims at strengthen the economy of the Amsterdam metropolitan area by unlocking available (public) data sources to citizens and businesses. By using this data, citizens, businesses, research institutions and other parties, are enabled to develop services that previously wouldn't be possible or too expensive.

What is the result of the project?

By opening data, there are four main benefits :

1. Transparency

In a well-functioning, democratic society citizens need to know what their government is doing. To do that, they must be able freely to access government data and information and to share that information with other citizens.

2. Releasing social and commercial value

In a digital age, data is a key resource for social and commercial activities. Everything from

finding your local post office to building a search engine requires access to data, much of which is created or held by government. By opening up data, government can help drive the creation of innovative business and services that deliver social and commercial value.

3. Participatory Governance

Much of the time citizens are only able to engage with their own governance sporadically — maybe just at an election every 4 or 5 years. By opening up data, citizens are enabled to be much more directly informed and involved in decision-making. This is more than transparency: it's about making a full "read/write" society, not just about knowing what is happening in the process of governance but being able to contribute to it.

4. Efficiency

Opening up data to the public, may lead to internal efficiency as well. Since everybody can access the data, it means that the data is available internally as well. In those environments (like in Amsterdam) where the information system is decentralized and distributed, this may lead to enhanced efficiency. We've seen numerous of examples and opportunities in Amsterdam.

What can other cities learn from your project?

See 'relevant links'

What is the next step?

Our next step is to work further on our "Three Layers of Data"-approach, which envisions a integrated platform for internal, shared and open data within the City of Amsterdam.

Who initiated the project and which organizations are involved?

Gemeente Amsterdam (OIS) is managing City Data since 2015.

What can you use City Data for?

You can easily search for all this data and have it shown in a map, download it as a data set, or link it automatically to your own system via a so-called 'web service' or API. City Data does not only contain the City of Amsterdam's data but that of other parties as well. Everyone can and may offer data sets.

Amsterdam City Data is openly accessible through the internet and data that is public can be freely used by anyone. Some of the data is available for authorised city employees only.

Non-public data in City Data

It goes without saying that as a city we do our best to keep classified information classified. This data will only be shared under certain conditions and only if the law allows sharing them. Regulations for privacy and information security are in

place for all parts and management processes of the data portal. What's more, by offering data via only one portal, we are able to authorise and monitor access more strictly. Who uses data and when, is registered automatically.

About City Data's work method

Open source

When developing the data portal we use open source software whenever we can. The developed software, as well as the source code are freely available for those who are interested. We actively stimulate the re-use and thus the further development of this software.

Agile and scrum

The City Data team applies the scrum/agile method when developing the data portal. This means that we hold bi-weekly 'sprints' to deliver and ensure that new parts of the portal are available. Next, we develop these parts further and incorporate users' experiences. We do this in a responsible and reliable way because privacy and 'information security by design' are the foundation of every separate, developed part of the portal.

Development and maintenance

The development and maintenance of the data portal is set up according to the principles of DevOps. This means that continuous further development and maintenance of the data appliance are intricately interwoven. The DevOps team offers help in case of technical problems and keeps in touch with the data owners about the quality of the data set(s) that they provide for the portal.

Etude Open Data - Barcelona

Introduction about Open Data BCN

A project born in 2010, implementing from February 2011
part of the 'Barcelona ciutat digital' strategy
« movement driven by public administrations »
main objective: maximise available public resources for common good

5 goals of Open Data BCN:

transparency / citizenship services / business activities / social impact / internal efficiency

All informations allowing its reuse, except concerning personal information, intellectual property or data violating public safety
« data for the all world », no need of administration barriers

Thus a large governance is promoted, from both public sector and citizens too
It should provide a new innovation by this means of sharing data

Multi-langage site: Catalan, Spanish and English

Information classified in 5 topics: Administration, population, territory, economy and business, urban environment

Re-users to get targeted: developers and apps creators

Technical softwares to help barcelona ajuntament: CKAN & Drupal

Francesca Bria: commissioner of digital technology and innovation

459 datasets now on their site

La vanguardia « Barcelona impulsa un proyecto para promover el uso de portal Open Data BCN entre los jóvenes » 27/09/2017

Le service de données ouvertes par la municipalité de Barcelone (nommé Open Data BCN) a présenté un concours scolaire appelé 'Repte Barcelona Dades Obertes' en catalan destiné au troisième et quatrième cycle de la E.S.O, élèves de 15-16 ans, pour sensibiliser les élèves au thème de l'ouverture des connaissances à un libre accès et les moyens de partager les informations en ligne sur les réseaux.

Les étudiants de 10 écoles devront analyser leur environnement pour proposer des actions d'amélioration des données disponibles sur Data BCN.

Les inscriptions sont désormais clôturées.

***Nota de prensa en comunicae.es « TRAM OpenData, el nuevo servicio de datos abiertos del Tranvía de Barcelona »
02/11/2017***

Quel est l'objectif de ce projet? faciliter la transparence de l'information, améliorer la connexion entre les services publics et faire la promotion d'un nouvel usage des données

Nouveau service de données disponible relatif au Tramway 'Tranvia' de Barcelone: TRAM Open Data

Les usages sont totalement libérés pour un usage par des tiers peu importe leur identité et celle de leur activité

Informations tour à tour statique et dynamique sur le fonctionnement du Tranvia à Barcelone.

Il y a la volonté de créer des applications connectées, associées à un service commercial ou non, source de connaissance des réseaux Tranvia pour le citoyen (ou le simple usager) et provoquer une ré-utilisation de ces données mises en ligne par le service de tramway

Comment fonctionne le système? cela fonctionne en fournissant "information actualisée sur les lignes, les arrêts, les connexions entre trams, les guichets et différents points de vente.

Afin de réutiliser ces données il suffit de s'enregistrer via un formulaire en ligne puis disposer librement de celles-ci.

Les informations mises à disposition par TRAM Open Data sont diffusées à un éventail "d'organisations publiques et privées" telles que Google Maps, AMB Mobilitat (Area metropolitana de Barcelona), Moovit, Bing Maps et MyBuslive

La mobilité des citoyens doit être perçue désormais selon les diffuseurs de la plateforme comme un service public par le moyen de ce nouveau site de l'Open Data. Des nouvelles plateformes de communication de données devraient se développer par la suite.

Un meilleur accès aux transports publics est l'objectif final du dispositif.

Néanmoins pour l'heure ces informations ont été peu utilisées, mais ce dispositif est encore récent.